

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)  
APPLICABLE AUX MARCHES SPECIFIQUES  
SAD 2025-R016-000-000**

**Maintenance associée aux fluides médicaux et prestations associées pour les établissements de santé ou médico-sociaux**

**SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD)  
MARCHÉ SPECIFIQUE**

La procédure est passée selon les dispositions suivantes du Code de la commande publique (ci-après « **Code** ») :

Système d'acquisition dynamique : articles L. 2125-1 et R. 2162-37 à R 2162-51 du Code

Accord-cadre à bons de commandes :

Article L.2125-1,1° et articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code

**Pouvoir adjudicateur :  
GIP Réseau des acheteurs hospitaliers (« Resah »)  
47, rue de Charonne  
75011 Paris  
Agissant en tant que Centrale d'Achat (article L.2113-2, 2° du Code)**



## SOMMAIRE

DEFINITIONS .....	3
Article 1 : OBJET DU MARCHE SPECIFIQUE .....	4
Article 2 : PERIMETRE DU MARCHE SPECIFIQUE .....	4
Article 3 : FORME DU MARCHE SPECIFIQUE.....	4
Article 4 : DUREE DU MARCHE SPECIFIQUE .....	4
Article 5 : MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU MARCHE SPECIFIQUE.....	4
Article 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SPECIFIQUE .....	5
Article 7 : MONTANT ET PRIX DU MARCHE SPECIFIQUE.....	5
Sauf mention contraire dans l'acte d'engagement, le Marché spécifique est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum. ....	
• Maintenance préventive .....	6
• Maintenance curative .....	6
Article 8 : REVISION DES PRIX ET EVOLUTION DES TAUX DE REMISE.....	7
Article 9 : OFFRE PROMOTIONNELLE .....	8
Article 10 : MODALITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE .....	9
Article 11 : DELAIS DE LIVRAISON .....	9
Article 12 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS .....	10
Article 13 : MODALITE DE REGLEMENT.....	10
Article 14 : SUIVI DE L'EXECUTION ET PLAN DE PROGRES.....	12
Article 15 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....	15
• OBLIGATION D'EXECUTER LES PRESTATIONS .....	15
• OBLIGATION DE RESPECT DE LA REGLEMENTATION ET OBLIGATION DE CONSEIL .....	15
• OBLIGATION DE DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT DEDIE .....	16
Article 16 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION .....	16
Article 17 : CLAUSE DE REEXAMEN.....	17
Article 18 : PENALITES.....	19
18.04 <u>Pénalités de retard pour une maintenance préventive</u> .....	19
18.05 <u>Autres pénalités : non-conformité au CCTP</u> .....	20
Article 20 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	21
Article 21 : RESILIATION DU MARCHE .....	21
21.01 <u>Résiliation pour motif d'intérêt général</u> .....	21
21.02 <u>Résiliation pour faute du Titulaire</u> .....	21

## DEFINITIONS

Les termes et expressions employés dans les pièces contractuelles du Marché spécifique ont la définition suivante :

« **Système d'acquisition dynamique** » ou « **SAD** » : désigne un processus entièrement électronique par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs Marchés spécifiques à l'un des opérateurs économiques préalablement admis dans une ou plusieurs catégories du SAD.

« **Marché spécifique** » : désigne le marché conclu à l'issue de la mise en concurrence réalisée à travers le Système d'acquisition dynamique.

« **Bénéficiaires** » : désigne les acheteurs qui ont recours aux Marchés spécifiques pour satisfaire leurs besoins par l'émission de bons de commande.

« **Offre** » : désigne l'offre technique et financière du Titulaire. L'offre est un document contractuel définissant les conditions d'exécution des prestations.

« **France métropolitaine** » désigne la France continentale et la Corse.

« **DROM-COM** » : désigne les Départements et Régions d'Outremer (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion et Mayotte) ainsi que les Collectivités d'Outremer (Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Wallis et Futuna, Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie).

« **Certificat administratif** » : désigne un acte unilatéral actant une modification du Marché spécifique ne nécessitant pas la conclusion d'un avenant (ex : offre de prix promotionnel, changement de dénomination sociale du Titulaire).

**N.B** : tout changement d'adresse mail sera notifié au Titulaire par échanges dématérialisés ou par tout autre moyen permettant d'attester de la date de réception de cette information.

## **Article 1 : OBJET DU MARCHE SPECIFIQUE**

Le Marché spécifique a pour objet la maintenance associée aux fluides médicaux et aux groupes de vide et prestations associées pour les établissements de santé ou médico-sociaux en France métropolitaine et dans les DROM-COM.

## **Article 2 : PERIMETRE DU MARCHE SPECIFIQUE**

### **2.1 Allotissement**

Les prestations sont réparties en X lots, *le nombre et les intitulés seront communiqués au stade de la passation du Marché spécifique*. Chaque lot fait l'objet d'un Marché spécifique distinct. Les caractéristiques techniques sont détaillées dans le CCTP.

### **2.2 Quantification**

Les quantités estimatives annuelles, par Bénéficiaire, sont indiquées dans la fiche signalétique.

### **2.3 Bénéficiaires et lieux d'exécution des prestations**

Les Bénéficiaires et les lieux d'exécution des prestations sont indiqués dans la fiche signalétique en annexe, détaillant la quantification annuelle prévisionnelle pour chaque Bénéficiaire.

## **Article 3 : FORME DU MARCHE SPECIFIQUE**

Le Marché spécifique prend la forme d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code.

## **Article 4 : DUREE DU MARCHE SPECIFIQUE**

La durée du Marché spécifique est précisée dans son acte d'engagement. Conformément à l'article L.2125-1, 1°) du code, elle ne peut être supérieure à 4 ans sauf dans les cas des catégories 2 et 3 où certaines prestations peuvent, selon les établissements, faire l'objet d'un investissement important nécessitant un amortissement sur une durée plus longue.

La catégorie 1 comprend une période ferme de 2 ans et une période reconductible de 2 ans par la voie tacite. Toutefois, selon les convergences des dates de marché ces périodes peuvent être modifiées et précisées dans les documents de marché spécifique.

Concernant les catégories 2 et 3, des durées de 4 à 8 ans sont possibles selon l'investissement nécessaire pour répondre aux besoins exprimés dans les documents du marché spécifique. Les convergences de dates de marché peuvent également être sources d'adaptations des durées au sein des établissements et de leurs GHT.

## **Article 5 : MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU MARCHE SPECIFIQUE**

Le Marché spécifique est signé, notifié et exécuté en partie par le Resah.

Le Resah réalise, à ce titre :

- Les actes juridiques portant modification du Marché spécifique (avenants et Certificats administratifs) ;
- Le cas échéant, la reconduction du Marché spécifique ;

- La résiliation du Marché spécifique.

L'exercice des compétences relatives à l'émission et à l'exécution des bons de commande relève du Bénéficiaire.

## **Article 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ SPECIFIQUE**

Les documents contractuels régissant le Marché spécifique sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses technique particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics et fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021<sup>1</sup> ;

*Le CCAG-FCS, bien que non joint au Marché spécifique, est réputé parfaitement connu du titulaire*

- Le bordereau de prix (BP) annexé à l'acte d'engagement ;
- L'offre technique du Titulaire (comportant notamment un questionnaire technique accompagné de ses pièces justificatives et/ ou le mémoire technique).

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Les conditions générales de vente ou d'achat du Titulaire ne sont pas applicables.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS, seuls sont notifiés au Titulaire les documents suivants :

- l'acte d'engagement signé par les parties ;
- le bordereau des prix.

## **Article 7 : MONTANT ET PRIX DU MARCHÉ SPECIFIQUE**

Sauf mention contraire dans l'acte d'engagement, le Marché spécifique est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum.

### **7.1 Forme des prix du Marché spécifique**

Le Marché spécifique est conclu pour partie à prix unitaires et pour partie à prix forfaitaires.

Le bordereau de prix du Marché spécifique indique les prestations faisant l'objet de prix forfaitaires (maintenance) et les prestations à prix unitaires.

Les taux de remises accordés par le Titulaire sont des taux plancher. Il peut toutefois proposer un taux de remise supérieur, notamment dans le cadre d'une offre de prix promotionnelle.

### **7.2 Contenu des prix**

Les prix du bordereau sont appliqués aux prestations réellement exécutées.

Les prix sont établis conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de prestation ou d'installation, y compris ceux qui peuvent naître de l'ajournement ou du rejet des prestations, ceux-ci étant à la charge du Titulaire. Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

<sup>1</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>  
CCAP 2025-R016




## **Maintenance préventive**

Les éléments de prix figurant au BPU sont regroupés sous forme d'un montant global annuel par Bénéficiaire.

### **Pour la catégorie 1 : Maintenance préventives et curatives des réseaux et des installations de fluides médicaux propriété établissement**

le montant global par Bénéficiaire de la maintenance préventive réseau inclut la mise à jour d'un synoptique. Sont également intégrés à ces prix, les coûts de vérification d'étanchéité des vannes de vide et autres gaz présents présent dans les locaux du Bénéficiaire.

Sauf mention contraire par le Titulaire précisée dans son offre, ne sont pas inclus dans le forfait de maintenance préventive les prestations suivantes qui font l'objet de prix unitaires :

-  changement quinquennal d'un clapet d'embase ;
-  changement de pile sur boîtier d'alarme ;
-  changement capot de protection de vanne, capot d'unité de détente.

Néanmoins, le montant global est détaillé par type de prises et unités de détente par le Titulaire dans le bordereau de prix.

### **Pour la catégorie 2 : Mise à disposition et/ou acquisition de groupes de vide et prestations associées**

le prix pour les groupes de vide comprend : le coût de la main d'œuvre, du déplacement, des pièces détachées, des accessoires et des échanges standards nécessaires aux opérations de maintenances préventives décrites dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP) et aux éventuelles opérations de maintenances curatives.

### **Pour la catégorie 3 : Mise à disposition et/ou acquisition de secours d'air médical et prestations associées**

le prix pour les secours d'air médical comprend : le coût de la main d'œuvre, du déplacement, des pièces détachées, des accessoires et des échanges standards nécessaires aux opérations de maintenances préventives décrites dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP) et aux éventuelles opérations de maintenances curatives.

Les prix de la catégorie 3 se distinguent par un prix sous la forme d'un terme mensuel, pour une partie et pour une autre partie par des prix unitaires.

Le terme mensuel comprend pour :

- La partie propriété établissement : La maintenance préventive .
- La partie mise à disposition : La location des sources, la maintenance préventive et curative.

Les prix unitaires comprennent la maintenance curative de la partie propriété établissement et la fourniture d'air médical selon la proposition faite dans l'offre et retenue lors de la notification.

## **Maintenance curative**

Le Titulaire applique les prix notifiés ou ceux ayant fait l'objet d'une révision de prix selon les termes de ce présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Prestation supplémentaires facultatives (PSE)

Le marché comprend les PSE listées ci-dessous.

En fin des bsn d bénéf la liste peut e complt

Cette liste peut être complétée en fonction des besoins des Bénéficiaires. En outre

## **Article 8 : REVISION DES PRIX ET EVOLUTION DES TAUX DE REMISE**

### **8.01 Généralités relatives à la révision des prix**

Les prix sont-révisables chaque année à la date anniversaire du Marché spécifique.

La date d'anniversaire est la première date de début d'exécution des prestations prévue dans le Marché spécifique. Les révisions de prix s'appliquent par lot.

Les prix sont révisés selon les modalités et les formules décrites ci-dessous. Les demandes de révision de prix ne respectant pas ces prescriptions ne sont pas admises.

#### **✚ Modalités de transmission de la révision de prix**

Le Titulaire envoie sa proposition de révision des prix, par mail avec demande d'accusé de réception au Resah, deux (2) mois au plus tard avant la date anniversaire du Marché spécifique.

Les transmissions par mail se font à l'adresse suivante : [fluides-medicaux@resah.fr](mailto:fluides-medicaux@resah.fr) ou toute autre adresse mail communiquée par le Resah au cours de l'exécution du présent Marché spécifique.

#### **✚ Modalités de présentation de la révision de prix**

Le Titulaire adresse au Resah, un bordereau récapitulant les anciens prix et les nouveaux prix et présentant les pourcentages d'évolution successifs. Sans ce document le Titulaire s'expose à un blocage du paiement des factures par les services payeurs des établissements, sans pouvoir prétendre à des indemnités de retard de paiement.

Le Titulaire adresse également dans sa proposition de révision de prix le détail du calcul expliquant celle-ci. Il justifie de la valeur des indices employés dans la formule en joignant l'extrait (capture écran par exemple) des valeurs d'indices concernés par la formule de révision et publiés par l'INSEE.

#### **✚ Modalités d'acceptation de la révision de prix**

Le Resah, après vérification de la validité de la demande de révision de prix conformément aux dispositions du présent article, signifie son accord ou son refus. Le Resah adresse un courrier au Titulaire de préférence par la voie électronique.

Les nouveaux prix issus de la révision de prix deviennent alors fermes, jusqu'à la révision suivante ou au terme du Marché spécifique selon l'année d'exécution.

### **8.02 Formule de révision des prix**

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \times (0,7 \times \text{ICHT-IME}/\text{ICHT-IME0} + 0,3 \times \text{CPF}/\text{CPFo}))$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé

- Po : Prix à la date de notification du Marché spécifique-puis de la dernière révision, le cas échéant.
- CPF : Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché – CPF 33.1 réparation d'ouvrage en métaux, de machines et d'équipements -connu trois mois avant la date d'anniversaire du Marché spécifique.
- CPFo : Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché français - CPF 33.1 réparation d'ouvrage en métaux, de machines et d'équipements pour la première révision à la date de notification du Marché spécifique ou dernière valeur de l'Indice utilisée à la révision de prix précédente pour les révisions suivantes (site INSEE).
- ICHT-IME: dernière valeur définitive connue de l'Indice du Coût horaire du Travail dans les Industries Mécaniques et Electriques (site INSEE), connue trois mois avant la date d'anniversaire du Marché spécifique
- ICHT-IMEO : Valeur de l'indice Coût horaire du Travail Révisé Tous Salariés dans les Industries Mécaniques et Electriques à la date de notification du marché spécifique pour la première révision ou dernière valeur de l'Indice utilisée à la révision de prix précédente pour les révisions suivantes (site INSEE).

Pour l'application de la formule de révision prévue au présent article, pour l'indice ICHT-IME, l'identifiant est le n° 001565183 sur le site de l'INSEE et pour l'indice CPF, l'identifiant est le n° 010764275 sur le site de l'INSEE.

En cas de cessation de publication ou de disparition d'un index composant la formule de révision ci-dessus, les parties conviennent :

- D'adopter l'index de remplacement de l'INSEE ; ou d'en identifier un selon la méthode décrite dans le site de l'INSEE dans la rubrique « service »
- Si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice équivalent d'un commun accord .

Le Resah établit alors un certificat administratif précisant l'indice retenu.

Ces dispositions peuvent être adaptées lors du lancement du marché spécifique.

### **8.03 Clause de sauvegarde des prix**

A l'issue des vérifications réalisées par le Resah conformément au 8.02 ci-dessus, s'il apparaît que la hausse d'un ou plusieurs prix HT excède 5% du dernier prix remisé, l'accord-cadre peut être résilié totalement ou partiellement (pour tout ou partie des lignes concernées par la hausse) par le Resah sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité de quelque nature que ce soit.

La décision de résiliation est adressée au Titulaire dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception des éléments transmis conformément au 8.02 ci-dessus. Elle prend effet dans un délai fixé par le Resah, qui ne peut être inférieur à quatre (4) mois à compter de sa date d'envoi. Pendant ce délai de préavis, les prix précédemment acceptés par les parties demeurent applicables.

## **Article 9 : OFFRE PROMOTIONNELLE**

Tous les prix du Marché spécifique peuvent, à tout moment, faire l'objet d'offres de prix promotionnels à l'initiative du Titulaire. Ces offres peuvent notamment prendre les formes suivantes :

- a. diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes des prestations objet du présent marché ;
- b. augmentation d'un ou plusieurs taux de remises figurant dans le bordereau des prix ;



- c. diminution ou suppression du surcoût DROM et/ou COM ;
- d. combinaison d'un ou plusieurs points ci-dessus.

Le Titulaire adresse l'offre promotionnelle par voie dématérialisée à fluides.medicaux@resah.fr ou à toute autre adresse mail communiquée par le Resah au cours de l'exécution du présent Marché spécifique.

Il donne toutes précisions utiles notamment sur la durée de validité de la promotion, la désignation précise des prestations concernées et la désignation du ou des Bénéficiaires de la promotion.

Le Resah notifie son accord au Titulaire avant l'application de l'offre promotionnelle par tout moyen permettant d'en donner une date certaine. Le Resah accepte l'offre par tout moyen (Certificat administratif, courrier d'acceptation...).

L'offre promotionnelle s'applique pendant toute la durée de la promotion. Elle peut être faite à destination d'un établissement ou de l'ensemble des établissements intéressés par les prestations objet du Marché spécifique.

A l'expiration de la période d'offre promotionnelle, les conditions tarifaires antérieurement en vigueur sont immédiatement applicables.

#### **Article 10 : MODALITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au Titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans le Marché spécifique, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Les bons de commande peuvent être émis par EDI, courrier, courriel ou télécopie. Chaque bon de commande précise :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la référence du Marché spécifique ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité précises des fournitures à livrer et/ou des prestations à réaliser ;
- la date de livraison et/ou de réalisation souhaitée ;
- les heures de livraison et/ou de réalisation souhaitées ;
- le lieu de livraison et/ou de réalisation des prestations ;
- les prix forfaitaires et/ou unitaires HT et TTC ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- le cas échéant, le caractère d'urgence de la commande ;
- et tout autre renseignement utile.

En cas d'urgence, les commandes pourront être émises par téléphone. Dans ce cas, elles font l'objet d'une régularisation par bons de commande dans les 48 heures.

Seuls sont valables les bons de commande émis et signés par un représentant d'un Bénéficiaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du Marché spécifique.

#### **Article 11 : DELAIS DE LIVRAISON**

Les délais de livraison sont indiqués sur chaque bon de commande et doivent respecter les délais maximums fixés dans le CCTP.

Pour les établissements dont le siège social se situe dans les DROM-COM, le délai de livraison est décompté entre la transmission de la commande et la réception effectuée par le transitaire.

En cas d'impossibilité de livraison d'une commande émise par un Bénéficiaire dans les DROM-COM, le Titulaire s'engage à prévenir dans les plus brefs délais le Bénéficiaire concerné par téléphone, fax ou mail (cf. notamment article ci-dessous « prévention des ruptures d'approvisionnement »).

## **Article 12 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS**

### **12.01 Conditions de vérification**

Sauf stipulation contraire dans l'acte d'engagement, les opérations de vérification et d'admission sont celles prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Ces opérations interviennent dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de livraison ou de réalisation des prestations sauf pour la prestation de schéma synoptique pour laquelle lesdites opérations interviennent dans un délai de cent (100) jours calendaires à compter de la date de réalisation de la prestation ;

Par dérogation à l'article 27.2. du CCAG FCS, les éventuels frais de vérification ne sont pas à la charge de l'établissement Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire peut émettre ses réserves de vérification par courrier électronique ou tout autre moyen qu'il juge approprié, au Titulaire.

### **12.02 Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par le Bénéficiaire sous réserve de vices cachés.

Si les opérations de vérifications ne sont pas conformes, un ajournement, une réfaction ou un rejet partiel ou total peuvent être prononcés conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

## **Article 13 : MODALITE DE REGLEMENT**

### **13.01 Avance**

Les avances sont versées conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. L'option B du CCAG FCS est applicable : les taux d'avance sont les taux légalement en vigueur.

### **13.02 Acompte**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution et dont le délai d'exécution est supérieur à trois (3) mois ouvrent droit à des acomptes selon dispositions de l'article R2191-20 et R2191-21 du Code. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

### **13.03 Facturation et présentation des demandes de paiement**

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus. L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures émises par ce biais ne peuvent être refusées par le Bénéficiaire.

Le mode de facturation fait apparaître tous les éléments de façon à en permettre le contrôle.

Les factures transmises par le Titulaire doivent comporter les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur (le Titulaire) et du destinataire (le Bénéficiaire) de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture (le Titulaire), la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. Le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du Bénéficiaire ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. Les dates et le numéro du bon d'intervention
7. La désignation, le cas échéant, détaillée de la fourniture et quantité livrée ;
8. Le descriptif des prestations (désignation des prestations exécutées – date d'intervention) ;
9. Le prix unitaire hors taxes pour chaque prestations et/ou fourniture ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
10. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
11. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le non-respect des dispositions du présent article entraîne, de plein droit, le retour de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

#### **13.04 Rythme de facturation**

**Pour la catégorie 2 et 3 :** pour la mise à disposition d'installation, une facture mensuelle est établie pour les prestations réalisées le mois précédent (terme échu).

Pour la maintenance, les factures sont établies annuellement. Selon les dates d'exécution les années incomplètes d'exécution sont facturées au *pro rata temporis*.

Pour les prestations de formation ou interventions de dépannage et autres prestations facturées (ex : consommables) aux prix du BPU, la facture est établie après réalisation et admission desdites prestations, prononcée conformément au présent CCAP.

#### **13.05 Acceptation de la facture par le Bénéficiaire**

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, le Bénéficiaire ne peut la rejeter qu'après avoir informé le Titulaire par tout moyen et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail. La date de réception de la demande de paiement par le Bénéficiaire correspond à la date de notification au Bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail.

Le Bénéficiaire vérifie, et rectifie éventuellement, la facture en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfacturations imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler au Titulaire et lui notifie en cas de désaccord sur le montant ou les fournitures ou prestations facturées.

#### **13.06 Paie ment**

Le paiement est effectué conformément aux dispositions des articles R. 2192-10 et R. 2192-11 du Code qui prévoit que le délai global de paiement est de 30 jours pour les Bénéficiaires, à l'exception des établissements publics de santé qui bénéficient d'un délai de 50 jours.

Le délai global de paiement commence à courir à compter de la réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement, dans les locaux du Bénéficiaire. Toutefois, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement, le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission des prestations. Ces dates sont constatées par le Bénéficiaire et à défaut, la date prise en compte est celle de la demande de paiement augmentée de deux (2) jours.

Le comptable assignataire est celui de chaque Bénéficiaire.

### **13.07      Retard de paiement**

En cas de retard dans le paiement, des intérêts moratoires sont dus de plein droit en application de l'article L. 2192-13 du Code relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires éventuellement dû est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le délai de paiement peut être interrompu en cas d'erreur dans la facturation du fait du Titulaire, signifiée par le Bénéficiaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

## **Article 14 : SUIVI DE L'EXECUTION ET PLAN DE PROGRES**

### **14.01      Fourniture d'un fichier de reporting des montants facturés**

Afin d'assurer le suivi d'exécution des Marchés spécifiques, le Titulaire envoie annuellement au Resah un fichier de reporting des commandes facturées par Marché spécifique (et au sein de ces Marchés spécifiques, par Bénéficiaire) à compter de la date de début d'exécution du Marché spécifique et ce jusqu'à la fin de son exécution.

Pour suivre l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit envoyer tous les six mois un fichier de reporting des commandes facturées par Bénéficiaire. Ce reporting commence à partir de la date de notification du premier bon de commande et continue jusqu'à la fin du dernier bon de commande du dernier marché subséquent.

Les semestres sont définis comme suit :

S1 : Du 1er janvier au 30 juin

S2 : Du 1er juillet au 31 décembre

Le premier et le dernier reporting peuvent être ajustés en fonction des dates de début et de fin. Le Resah peut demander un reporting de clôture 6 mois après la fin pour tenir compte des délais de livraison et de facturation.

Le fichier de reporting doit inclure les commandes émises auprès du Titulaire ou de ses sous-traitants. Il doit être nommé comme suit : « N° d'accord-cadre\_SIRET\_période » (exemple : 2025-R016\_130005010\_S1-2026).

Le modèle à utiliser est disponible dans le DCE : Annexe\_Reporting.xlsx. Si le format change, le Resah enverra un nouveau modèle avec une notice explicative.

Le Resah peut vérifier les données du reporting auprès des Bénéficiaires.

Le Titulaire doit déposer le fichier de reporting sous 15 jours après la fin de chaque semestre sur l'espace fournisseur du Resah : <https://espace-fournisseur.resah.fr/>

Un guide d'utilisation : <https://espace-fournisseur.resah.fr/guide-utilisation> et une FAQ : sont disponibles en ligne : <https://espace-fournisseur.resah.fr/faq>

En cas de problème, contacter [reporting@resah.fr](mailto:reporting@resah.fr).

### **Le fichier de reporting**

Le fichier de reporting est annexé au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous la forme d'un fichier Excel. Seules les colonnes du tableau ci-dessous sont obligatoirement à renseigner parmi celles indiquées dans l'annexe dédiée au reporting, répondant au formulaire usuel du Resah. Toutefois, les autres colonnes peuvent être complétées par le Titulaire pour l'aider à décomposer les montants à saisir.

Le fichier de reporting doit inclure les commandes émises auprès du Titulaire ou de ses sous-traitants. Il doit être nommé comme suit :

Période du reporting	Siren du Titulaire	Raison Sociale du Titulaire	N° de la procédure	N° de lot	Nom du Bénéficiaire facturé	Siret du Bénéficiaire	CA HT réalisé (€)	CA TTC réalisé (€)
(colonne A du fichier total)	(colonne B du fichier total)	(colonne C du fichier total)	(colonne D du fichier total)	(colonne E du fichier total)	(colonne G du fichier total)	(colonne H du fichier total)	(colonne O du fichier total)	(colonne P du fichier total)

Les SIRET des Bénéficiaires pourront être fournis lors du marché spécifique.

Le template à utiliser est disponible dans le DCE : Annexe\_Reporting.xlsx. Si le format change, le Resah enverra un nouveau template avec une notice explicative.

Le Resah peut vérifier les données du reporting auprès des Bénéficiaires. Tout écart sera vérifié entre le Titulaire, les équipes du Resah et l'établissement.

Le Titulaire doit déposer le fichier de reporting sous 15 jours après la fin de chaque trimestre sur l'espace fournisseur du Resah. Un guide d'utilisation et une FAQ sont disponibles en ligne. En cas de problème, contacter [reporting@resah.fr](mailto:reporting@resah.fr)

Le dernier fichier de reporting doit être envoyé après la date d'échéance du dernier bon de commande. En cas de retard ou de reporting erroné, une pénalité de 20 euros par jour ouvré de retard peut être appliquée après une mise en demeure restée sans réponse pendant 10 jours.

Le Titulaire est responsable de l'envoi du fichier de reporting, même sans rappel du Resah.

#### **14.02 Fourniture d'un bilan technique par le Titulaire**

Le Titulaire transmet annuellement au Bénéficiaire un bilan technique tel que défini au CCTP 2025-R016.

Dans un délai de 24 mois à compter de la date de notification du marché spécifique, le Resah peut envoyer une demande de bilan technique au Titulaire par le biais de l'adresse mail suivante : fluides-medicaux@resah.fr ou à toute autre adresse mail communiquée par le Resah. Le Titulaire répond sous deux (2) mois à compter de la date d'envoi de la demande de reporting par le Resah.

Le Resah se réserve la possibilité de vérifier la cohérence des données qui y figurent auprès d'un ou plusieurs Bénéficiaires.

Les éléments du reporting peuvent être modifiés, notamment en incorporant de nouveaux indicateurs ou de nouvelles lignes d'informations. Cette modification peut être faite à l'initiative du candidat après accord du Bénéficiaire ou l'initiative du Bénéficiaire. Cette modification se fait sur simples échanges par mail et n'impliquent pas de modification de contrat.

#### **14.03 Plan de progrès**

Dans le cadre de son activité de centrale d'achat, le Resah souhaite déployer des actions ayant pour objectifs, notamment :

- d'accroître la qualité des prestations de maintenance ;
- de réduire les coûts ;
- de pouvoir proposer aux Bénéficiaires des solutions les plus adaptées possibles, au plus proche des contraintes techniques, technologiques ou budgétaires qu'ils rencontrent ;
- d'optimiser les livraisons des pièces détachées dans le cadre de la maintenance ;
- la meilleure prise en compte dans les achats des principes de responsabilité sociale et environnementale ;
- l'accès aux meilleurs standards techniques et technologiques lors des réparations ou maintenances;

Certains champs d'actions ont été identifiés comme pouvant permettre de remplir ces objectifs. Il s'agit notamment de :

- la création d'une communauté d'utilisateurs leur permettant d'échanger sur les meilleures pratiques – « clubs d'appui à la performance » ;
- la simplification des processus (ex : dématérialisation) ;
- la prise en compte du développement durable ;
- l'évolutivité technique et technologique des équipements et des prestations ;
- l'accroissement de l'attractivité des établissements ;
- la maîtrise des ressources, notamment logistiques.

Ainsi, tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire peut proposer au Resah, notamment dans le cadre des comités de pilotage, des actions particulières ou expérimentations ou améliorations, dans le respect de l'objet de l'accord-cadre. Il adresse une demande au Resah détaillant la ou les actions ou expérimentations qu'il souhaite mener, ou encore les améliorations qu'il souhaite apporter à l'exécution des prestations, en lien avec les objectifs définis ci-dessus. Celles-ci peuvent être ponctuelles ou continues. La demande précise notamment :

- les attentes du Titulaire par rapport au Resah et aux Bénéficiaires ;

- ✚ les éléments permettant d'apprécier la pertinence de ses propositions pour le Resah et pour les Bénéficiaires ;
- ✚ et les prérequis nécessaires au déploiement de l'action, de l'expérimentation ou de l'amélioration proposée.

En cas d'acceptation de la proposition par le Resah, un avenant au présent accord-cadre est conclu. Il peut avoir pour objet d'en aménager les conditions techniques et financières le cas échéant.

Pour le cas où le projet nécessiterait la mobilisation de moyens spécifiques dédiés à l'accomplissement de l'action, de l'expérimentation ou de l'amélioration, une contrepartie financière peut être demandée au Titulaire.

La présente clause peut également être mise en œuvre à l'initiative du Resah.

La présente clause peut enfin être mise en œuvre au niveau d'un ou plusieurs marchés spécifiques, pour des Bénéficiaires spécifiquement identifiés. En ce cas, les dispositions précédentes s'appliquent entre les Bénéficiaires concernés et le Titulaire. Ils informent le Resah des actions, expérimentations, ou améliorations décidées entre eux.

## **Article 15 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES**

### **15.01 Obligations communes des parties**

Le Resah et le Titulaire sont parfaitement conscients que les prestations objets du Marché spécifique nécessite une collaboration active et régulière entre eux et ils s'y engagent.

Si au cours de l'exécution une difficulté apparaît, les parties s'alertent mutuellement dans les plus brefs délais et se concertent pour mettre en place la solution la mieux adaptée.

### **15.02 Obligations du Titulaire**

#### **✚ OBLIGATION D'EXECUTER LES PRESTATIONS**

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire est tenu d'exécuter les prestations conformément aux règles de l'art de la profession et livrer l'ensemble des fournitures du Marché spécifique. Cela en respectant les bons de commandes émis.

Le Titulaire s'engage à disposer de tous les moyens nécessaires, humains et matériels, à la bonne exécution des prestations liées à l'objet du présent Marché spécifique. Le Titulaire doit prévoir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel et celle des usagers et personnel des Bénéficiaires.

Le Titulaire s'engage à communiquer aux Bénéficiaires toutes les informations utiles à la bonne réalisation des prestations.

En cas de manquement grave à la discipline intérieure du Bénéficiaire, ou en raison de problèmes importants constatés lors des interventions, le Bénéficiaire peut demander l'exclusion de ses sites du ou des agents du Titulaire concernés.

#### **✚ OBLIGATION DE RESPECT DE LA REGLEMENTATION ET OBLIGATION DE CONSEIL**

Le Titulaire informe le Resah sur les évolutions relatives à la réglementation et aux normes.

Le Titulaire s'engage à exécuter ses prestations en conformité avec la réglementation en vigueur et en veillant à la sécurité des personnels.

Sur demande écrite du Bénéficiaire, le Titulaire prouve par le moyen qu'il juge approprié du respect de CCAP 2025-R016

l'application de la réglementation en vigueur, relatif aux prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent contrat.

Le Titulaire est assujéti dans le cas de réparation des dommages à l'article 8 du CCAG-FCS. En outre, il doit assurer la réparation des préjudices qu'il peut causer à l'occasion de l'exécution des prestations faisant objet du présent Marché spécifique.

#### **OBLIGATION DE DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT DEDIE**

Le Titulaire désigne, pour chaque Bénéficiaire, un correspondant, responsable de l'exécution des prestations.

### **15.03 Obligation du Bénéficiaire**

Le Bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans le présent CCAP et à procéder au paiement des factures qui en découlent sous réserve de l'admission des prestations.

Les Bénéficiaires s'engagent à :

- Garantir les conditions d'environnement et informer le Titulaire de toutes modifications s'y reportant ;
- Assurer les conditions de sécurité réglementaires des représentants du Titulaire pendant ses prestations de maintenance ; lesdits représentants s'engagent eux-mêmes à respecter ces conditions ;
- Ne jamais laisser un employé du Titulaire travailler isolément dans les locaux des Bénéficiaires en un point où cet employé ne peut être secouru à bref délai en cas d'accident ;
- Faciliter l'accès des installations au Titulaire, afin qu'il puisse assurer ses obligations contractuelles ;
- Informer le Titulaire des modifications des installations existantes si elles impactent qualitativement le contrat en cours ;
- Désigner au Titulaire les référents de l'établissement tels que :
  - un correspondant parmi les pharmaciens du Bénéficiaire, responsable de l'exécution du contrat pour les prestations pharmaceutiques ;
  - un correspondant parmi les agents du service technique du Bénéficiaire, responsable de l'exécution du contrat pour les prestations techniques.

## **Article 16 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **16.01 Caractéristiques des équipements à entretenir – Prêt d'équipement -Hygiène**

Le Titulaire est réputé connaître l'état des équipements au commencement de l'exécution du marché spécifique.

La mesure technique de mise à niveau peut être commandée une seule fois en début d'exécution du marché.

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas le délai mentionné au CCTP pour déclarer les équipements obsolètes, il doit assurer la continuité de la maintenance de ces équipements.

### **16.02 Propriété des marchandises remises par le Titulaire dans le cadre des réparations et entretiens**

Les pièces détachées qui remplacent ou complètent dans le cadre des prestations forfaitaires des pièces défectueuses ou non deviennent la propriété du Bénéficiaire, puisque ces éléments contribuent au



fonctionnement normal de l'équipement et intègrent la globalité de l'équipement.

### **16.03 Interruption de prestation**

Dans le cadre des interventions curatives, le fait de grève n'est pas reconnu comme cas de force majeure, à ce titre, en cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés du Titulaire ou de son sous-traitant, le Titulaire est tenu d'exécuter intégralement les prestations du contrat.

La direction du Bénéficiaire est alors informée, sans délais, de la situation. En cas d'impossibilité par le Titulaire d'exécuter la prestation ou de la sous-traiter, après accord exprès du responsable du Bénéficiaire ou de son représentant, celui-ci y pourvoit par tous moyens qu'il juge utile aux frais, risques et périls du Titulaire. Le surcoût de la prestation est alors recouvré auprès du Titulaire par tous moyens de droit.

Il est également formellement spécifié qu'en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les contestations entre le Titulaire et le Bénéficiaire ne peuvent être cause d'arrêt, même momentané, de la prestation à effectuer.

En particulier, le Titulaire ne peut pas se prévaloir ni des sujétions occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, ni de l'interruption ou du report, de toute opération décidée par le Bénéficiaire.

## **Article 17 : CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément à l'article R2194-1 du Code, le Marché spécifique est susceptible d'être modifié dans les hypothèses suivantes :

### **■ En cas d'évolution des prestations de fourniture à l'initiative des parties (Titulaire ou Resah)**

- En cas d'évolutions technologiques, de changements de technique, ou de modifications de la réglementation ou d'arrêt de commercialisation d'une fourniture, équipements, consommables ou prestations associées, les parties peuvent proposer de compléter, modifier ou remplacer les équipements consommable ou prestations associées qu'il avait proposés initialement, par des matériels / accessoires / fournitures / services équivalents ou jugés plus performants ou plus adaptés aux besoins.


A cet effet, le Titulaire communique au Resah les documents suivants sur les matériels / accessoires / fournitures ou logiciels objets de l'évolution, du changement ou de la modification :

- les fiches techniques et commerciales ainsi que la date de fin de vie des configurations proposées,
- les prix,
- le cas échéant la production des documents certifiant du respect des performances et des fonctionnalités demandées a minima au CCTP.





Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au Resah tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix.

- En cas de mise en œuvre de la clause « Plan de Progrès » prévue par le présent CCAP ou d'intervention d'une réglementation ou recommandation ayant pour objet, effet ou finalité de promouvoir l'acquisition ou l'usage de biens ou services tenant compte de considérations sociales ou environnementales. Les propositions du Resah et/ou du Titulaire donnent lieu, si elles sont acceptées, à la signature d'un avenant permettant d'ajouter les biens ou services concernés au présent accord-cadre, dans le respect de son objet et périmètre généraux, à des conditions économiques qui ne peuvent être moins favorables que celles consenties par le Titulaire à sa clientèle du secteur public
- En vue d'augmenter le montant maximum du marché spécifique de 25%, sur accord des parties ou en cas d'évolutions législatives, réglementaires ou techniques ayant pour effet d'augmenter ou modifier les prestations objets du marché.

#### **Sur demande du bénéficiaire :**

- en cas de mise en place de nouvelles installations liées à un surcroît d'activité, une restructuration d'activité ou la mise en œuvre d'un nouveau bâtiment ou d'un nouveau site du Bénéficiaire, quel qu'en soit le mode d'acquisition (achat, construction, fusion décidée par les autorités de tutelle ou autre), les évolutions en découlant sont intégrées au Marché spécifique par le Resah, par la signature d'un avenant.
  - en cas de travaux modifiant les installations de l'établissement le Marché spécifique peut être modifié pour ajuster l'exécution des prestations à la nouvelle configuration des installations de l'établissement, y compris leur prix.
  - le marché spécifique peut être modifié si un établissement partie ou partenaire ou un site distant d'un établissement partie ou partenaire du GHT, non mentionné dans la liste initiale de Bénéficiaires, fournie dans les documents concernant le marché spécifique, souhaite bénéficier du marché spécifique. Le Titulaire formule au Bénéficiaire une offre de prix de la nouvelle prestation, aux conditions d'exécution du Marché spécifique. Après accord, le Resah intègre la nouvelle prestation par la signature d'un avenant.
-  En cas de suppression de prises ou d'unités de détente, le forfait de maintenance est réévalué en fonction du nombre de prises ou d'unité de détente supprimées.

#### **Sur demande du Titulaire :**

-  En cas de situation imprévisible lors de la signature du Marché spécifique (en ce compris changements réglementaires majeurs) et extérieure au Titulaire, survenant au cours de l'exécution du Marché spécifique, et faisant peser sur lui une charge excessive au regard des moyens à mettre en œuvre pour continuer d'assurer l'exécution des prestations, une modification du Marché spécifique prenant la forme d'un avenant peut être décidée par les parties. L'avenant précise les dispositions à mettre en place pour permettre d'assurer la continuité de l'exécution des prestations. Si les modifications introduites engendrent des coûts susceptibles de modifier, en défaveur du Titulaire, l'équilibre financier du Marché spécifique, le Titulaire peut proposer au Resah une modification des prix du Marché spécifique pendant une durée nécessairement temporaire. Cette proposition est accompagnée des justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande du Titulaire et ses incidences sur l'exécution du Marché spécifique. Si elle est acceptée par le Resah, la proposition du Titulaire donne lieu à la signature d'un avenant. La durée d'application de l'avenant avec ou sans modification de prix est temporaire et est en adéquation avec la circonstance imprévisible et extérieure au Titulaire ayant justifié sa signature.
-  En cas d'actions déployées dans le cadre de l'article « plan de progrès » ci-dessus.
-  En cas d'ajout d'un ou plusieurs Bénéficiaires afin notamment de permettre la convergence des marchés dans le cadre de la mise en œuvre des groupements hospitaliers de territoire.
-  En cas d'ajout d'un ou plusieurs Bénéficiaires, ayant la qualité d'adhérent de la centrale d'achat du GIP Resah. Cet ajout n'est possible que dans un délai de six mois à compter de notification du Marché spécifique.

#### **Sur demande du Resah :**

Le Système d'Acquisition Dynamique peut être modifié en introduisant un ou plusieurs marchés spécifiques dédié à des établissements situés dans des états membres de l'Union Européenne ou situés en Europe. Dans ce cas, les modalités d'exécutions financières, comptables, techniques etc...sont précisées par voie d'avenant

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant conclu entre le Resah et le Titulaire.

## **Article 18 : PENALITES**

### **18.01 Principes applicables**

Par dérogation à l'ensemble des trois points de l'article 14.1 et de ses 3 alinéas du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro et sont appliquées sans mise en demeure préalable. Aucune exonération de pénalité ne sera appliquée, les pénalités sont calculées selon les modalités décrites ci-dessous.

Les montants des pénalités sont déduits des factures. Les montants sont apparents sur les factures et sont lisibles sur une ligne de facturation dédiée à la pénalité.

Les pénalités sont cumulables. Le paiement des pénalités n'est pas libératoire.

Les pénalités sont recouvrées par chaque Bénéficiaire pour les prestations qui les concernent.

Les pénalités sont constatées par un représentant de l'établissement.

### **18.02 Pour les catégories 2 et 3: pénalités de retard d'entrée et de sortie de marché pour la mise à disposition des groupes de vides**

Le Titulaire doit procéder à la mise en place des installations de groupes de vide, dans un délai de trois (3) mois maximum à compter de la date d'exécution prévue par le marché spécifique. Lorsque le Titulaire, de son fait, ne satisfait pas à ses obligations de délai de cette mise en place, celui-ci est passible d'une pénalité de 300 € par semaine de retard.

En fin de marché, le Titulaire procède au démontage et au retrait des installations en prenant toutes les dispositions permettant la continuité de services en accord avec le nouveau titulaire en fixant un rendez-vous. Le rendez-vous est fixé selon les termes du CCTP 2025-R016. Lorsque le Titulaire, de son fait, ne satisfait pas à ses obligations de délai de retrait en dépassant les termes fixés par le rendez-vous, les prestations exécutées sont alors à la charge du Titulaire devant procéder au retrait.

### **18.03 Pénalités de retard pour une maintenance curative**

Les délais de déplacement et d'intervention maximaux sont fixés au CCTP pour la maintenance corrective.

En cas de retard sur les dates et heure d'intervention (Niveau 2 à 3 décrit dans CCTP), le Titulaire est passible d'une pénalité de retard, calculée comme suit, par dérogation l'article 14 du CCAG-FCS.

$P = 50 \text{ €} \times H$ , dans laquelle

P = montant des pénalités

H = nombre d'heures de retard.

Pour toute intervention de Niveau 4, décrit dans le CCTP, les dates et heure d'intervention sont arrêtées conjointement. En cas de retard, la formule suivante est appliquée :

$P = 150 \text{ €} \times J$ , dans laquelle :

P = Montant des pénalités

J = Nombre de jours de retard (chaque jour entamé est considéré comme dû).

### **18.04 Pénalités de retard pour une maintenance préventive**

Si le délai entre deux maintenances préventives dépasse un an ou si le début de la première maintenance est différent de plus d'un mois par rapport à la date initialement prévue conjointement entre le Titulaire et le Bénéficiaire, par dérogation l'article 14 du CCAG-FCS, le Bénéficiaire est en droit d'appliquer des

pénalités de retard à hauteur de :

$P = 200 \text{ €} \times S$ , dans laquelle

P = montant des pénalités

S = nombre de semaine de retard.

Il est précisé que ces pénalités peuvent ne pas être appliquées en cas d'accord écrit et signé entre les deux parties pour différer l'intervention.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre les dates et heures d'intervention prévues et l'intervention réelle.

#### **18.05 Autres pénalités : non-conformité au CCTP**

Outre les pénalités prévues présent article, des pénalités de non-conformité au CCTP sont appliquées à une non-conformité qui peut être résolue ou corrigée par le Titulaire. Celles-ci concernent l'ensemble des points du CCTP, autres que ceux évoqués dans le présent article (pénalités de retard). Le Bénéficiaire constate et informe le Titulaire de ces points de non-conformité. Le Titulaire a quinze jours pour proposer ses actions de correction. En l'absence de réponse faite au Bénéficiaire, il est appliqué au Titulaire une pénalité de 50 € par semaine. Les pénalités sont alors calculées à compter de la date d'envoi de l'information faite au Titulaire.

Les informations sont transmises par voie électronique. La signature conjointe d'un procès-verbal de validation entre le titulaire et le bénéficiaire valide la résolution de la non-conformité. En cas de persistance de la non-conformité une résiliation pour faute du Titulaire peut être envisagée.

### **Article 19 : PREVENTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT**

En cas de rupture d'approvisionnement sur les pièces détachées, le Titulaire s'engage à en informer le Resah (à l'adresse : [fluides.medicaux@resah.fr](mailto:fluides.medicaux@resah.fr) ou à toute autre adresse mail communiquée par le Resah au cours de l'exécution du présent Marché spécifique) et l'ensemble des Bénéficiaires (téléphone, fax ou mail) concernés dans les plus brefs délais et si possible dans la semaine qui précède la rupture en leur indiquant :

- L'échéance à laquelle la rupture pourrait se produire,
- La cause de la rupture,
- La durée prévisionnelle de cette rupture,
- Les produits qu'il commercialise de qualité égale ou supérieure à la fourniture qui fait l'objet de la rupture d'approvisionnement,
- Tout élément permettant de proposer des solutions alternatives aux Bénéficiaires.

L'information donnée doit être la plus précoce possible afin d'informer de la date ou période de retour à la normale des livraisons.

De plus, le Titulaire doit alerter dans les meilleurs délais le Resah une fois la rupture d'approvisionnement terminée à l'adresse suivante : [fluides.medicaux@resah.fr](mailto:fluides.medicaux@resah.fr) ou à toute autre adresse mail communiquée par le Resah au cours de l'exécution du présent Marché spécifique.

En accord le Bénéficiaire, le titulaire s'engage à fournir au moyen de son choix des articles de qualité égale ou supérieure à la fourniture qui fait l'objet de la rupture. Dans le cas contraire, le Resah pourra résilier le Marché spécifique et/ou faire application de l'article « exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire ».

Il est fait application de l'article 45 du CCAG FCS.

**Article 21 : RESILIATION DU MARCHÉ**

Le chapitre 7 du CCAG-FCS relatif à la résiliation, s'applique en complément des dispositions énoncées ci-après.

**21.01 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le Resah peut résilier le Marché spécifique pour un motif d'intérêt général sans versement d'indemnité. La résiliation pour motif d'intérêt général peut être décidée pour tout ou partie des Bénéficiaires du Marché spécifique ou tout ou partie des prestations.

La notification de la décision de résiliation du marché spécifique n'emporte pas résiliation automatique du ou des bons de commandes en cours d'exécution. En revanche, il ne sera plus possible de passer d'autres commandes à compter de la date d'effet de la résiliation du marché spécifique.

**21.02 Résiliation pour faute du Titulaire**

En application de l'article 41 du CCAG-FCS, le Resah peut résilier le marché pour faute du Titulaire.

Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Resah informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire a refusé de répondre à une demande de passation d'un bon de commande émis par un Bénéficiaire ;
- Le Titulaire a apporté sans approbation du Resah des modifications sur un élément substantiel des prestations ou des fournitures ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du Marché spécifique notamment en cas de :
  - retard dans l'exécution des prestations et/ou de retard de livraison répétés ;
  - erreurs de facturation répétées ;
  - manquements répétés au CCTP et/ou CCAP ;
  - non-conformité des produits au CCTP et/ou aux fiches techniques.
- Le Titulaire n'informe pas de manière répétée le Resah et/ou les Bénéficiaires des ruptures d'approvisionnement ;
- Le Titulaire a mené une action de communication relative au présent marché non validée par le Resah.
- En cas de désaccord sur la révision des prix, dans les cas prévus à l'article 29 du CCAG-FCS.

Le Resah peut résilier le Marché spécifique pour faute pour tout ou partie des Bénéficiaires. Dans ce dernier cas, la résiliation n'a vocation à s'appliquer qu'au(x) Bénéficiaire(s) identifié(s) dans la décision de résiliation.

Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnité pour le Titulaire. En cas de résiliation pour faute, le Titulaire est redevable d'une pénalité de 1000 € au Resah et des dépenses supplémentaires à la charge du(es) Bénéficiaire(s) en cas de résiliation prononcée à ses frais et risques. Le paiement de ces montants n'est pas libératoire et s'applique sans préjudice d'éventuelles demandes de dommages et intérêts.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours d'exécution jusqu'à la date effective de la résiliation et ce conformément aux modalités définies dans le Marché spécifique.

Il peut être fait application de l'article 45 du CCAG-FCS relatif à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire (résiliation pour faute). Dans ce cas, le Resah ou le Bénéficiaire peut lancer un nouveau Marché spécifique aux frais et risques du Titulaire en défaut.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. Ce montant (augmentation des dépenses) est payé par le Titulaire sur la base d'un titre de recette émis par le Bénéficiaire. La diminution des dépenses ne profite pas au Titulaire.

## **Article 22 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE**

### **22.1 Changement de dénomination sociale**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le Resah et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement. Un Certificat administratif est établi par le Resah.

### **22.2 Changement de contractant en cours d'exécution du Marché spécifique**

Avant tout transfert du Marché spécifique à une autre personne morale (notamment par cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le Titulaire doit impérativement informer par écrit le Resah.

Le Resah vérifie alors que le futur Titulaire dispose ou disposera des capacités nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant, s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales.

En vue de cette vérification, le Titulaire produit l'ensemble des documents listés aux articles R. 2143-6 du Code ainsi qu'aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail.

A la suite de cette vérification, un avenant constatant le transfert du Marché spécifique au nouveau Titulaire sera signé entre les parties.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités requises pour exécuter le Marché spécifique le Resah prononce sa résiliation sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité de ce chef.

## **Article 23 : ASSURANCE**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Resah, des Bénéficiaires et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché spécifique et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du Marché spécifique, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Resah ou du Bénéficiaire, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

À défaut de production de cette attestation d'assurance, le Marché spécifique peut être résilié pour faute du Titulaire.

#### **Article 24 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Conformément à l'article R.312-1 du Code de justice administrative, le Tribunal administratif compétent pour connaître des litiges portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution du Marché spécifique est celui du ressort dans lequel le Bénéficiaire concerné a son siège.

#### **Article 26 : CONFIDENTIALITE, SECURITE et PROTECTION DES DONNEES**

Le présent article complète l'article 5 du CCAG-FCS.

Le Titulaire doit se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable au 25 mai 2018 (ci-après RGPD) et à la Loi Informatique et Libertés modifiée (ci-après LIL).

Le Titulaire est ainsi tenu de respecter la confidentialité et d'assurer la sécurité des données, notamment celles à caractère personnel dont le Bénéficiaire a la charge.

Le présent article ne fait pas obstacle à ce que le Titulaire et le Bénéficiaire concerné, et ceci autant que de besoin au regard de leurs obligations législatives et réglementaires, contractent un acte conforme aux dispositions de l'article 32 du RGPD.

##### **Déclaration du Titulaire**

Dans le cadre de l'exécution de prestations susceptibles de permettre la collecte, l'enregistrement, la saisie, le transfert, la conservation ou tout autre traitement de données à caractère personnelle, le Titulaire déclare qu'il est parfaitement informé des exigences légales qui s'imposent au Bénéficiaire, responsable de traitements, d'une part et aux sous-traitants, d'autre part, au sens de la législation en vigueur mentionnée ci-après et du caractère essentiel que revêt la conformité de l'équipement et des prestations, objet du présent accord-cadre, à la réglementation relative à la protection des données personnelles.

##### **Collaboration du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à apporter son concours en tant que sous-traitant à la réalisation des obligations dont il est tenu en tant que tel et dont est tenu le Bénéficiaire, en tant que responsable de traitement dans le cadre du présent accord-cadre et notamment à lui fournir tout document et information nécessaire à la réalisation d'une analyse d'impact sur la protection des données personnelles traitées par l'équipement et les prestations de l'accord-cadre. Le Resah n'est nullement responsable de traitement ou co-responsable.

##### **Sécurité et confidentialité**



A cet égard, et conformément à l'exigence essentielle de sécurité des données personnelles, le Titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution de ses prestations et dans le cadre d'une obligation de résultat, à prendre toutes mesures techniques et organisationnelles utiles afin de préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées, conformément aux exigences de la LIL et du RGPD.

Le Titulaire doit notamment respecter les obligations suivantes et les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre, l'accord préalable du Bénéficiaire étant nécessaire ;
- ne pas utiliser les données traitées à des fins autres que celles limitativement spécifiées à l'accord-cadre ;
- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) définies par le Bénéficiaire, à l'exclusion de toute finalité qui lui serait propre.
- ne pas divulguer ces données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales quelles qu'elles soient ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- plus généralement, le Titulaire devra impérativement traiter, stocker et transmettre les données personnelles susceptibles de figurer parmi les données du Bénéficiaire de manière parfaitement conforme à la législation relative à la protection des données personnelles.

#### **Limitation d'utilisation des données, conservation et transfert hors UE**

Le Titulaire est dûment informé et entend systématiquement appliquer les principes et exigences suivants conformément à la LIL et au RGPD :

ne traiter les données personnelles que par stricte application des finalités en lien avec l'objet des prestations, telles qu'elles sont indiquées par le Bénéficiaire selon ses instructions, notamment en cas de demande d'accès, de rectification, de suppression, de limitation ou de portabilité émanant d'une personne physique ;

ne conserver les données que pendant la durée qui sera indiquée par le Bénéficiaire et en toute hypothèse, pas au-delà de l'exécution de la prestation de réversibilité prévue en fin de marché ou en cas de rupture contractuelle quelle qu'en soit la raison, sans possibilité de rétention des données quelle qu'elle soit, et sans conservation au-delà de la demande de restitution ou de destruction émanant du Bénéficiaire.

#### **Article 27: UTILISATION DES NOMS ET LOGO DU RESAH DANS LES ACTIONS DE COMMUNICATION DU TITULAIRE**

Les noms, logos, marques, fiches techniques et tout autre élément protégé ou non au titre d'un droit de propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, demeurent la propriété exclusive de celui (Resah ou Titulaire) auquel il appartient. Toutefois, le Titulaire autorise le Resah à utiliser ses noms, logos, marques, fiches techniques, et tout élément protégé ou non au titre d'un droit de propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, pour les besoins de l'exécution du marché. Le droit de reproduction ainsi consenti s'exerce sur tout support, en ce compris site internet, ou autre mode de communication choisi par le Resah, pour le monde entier et pour la durée de la protection des droits relatifs à ses noms, logos, marques et fiches techniques.



Le Titulaire est autorisé à utiliser les noms, logos, marques, fiches techniques et tout autre élément protégé ou non au titre d'un droit de propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, du Resah, dans le cadre d'actions de communication liées à l'exécution du marché. Le Titulaire doit auparavant obtenir l'accord du Resah.

PROJET